

NOTE
A MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

S/C DE MONSIEUR LE SECRETAIRE GENERAL

OBJET : éléments opinion / conférence sociale

⇒ **Les Français attendent peu de la conférence sociale :**

- **elle est peu connue** : 37% en ont entendu parler (*sondage SIG mené ce vendredi et samedi*), dont 5% savent précisément de quoi il s'agit. Des scores comparables à ceux mesurés lors de la conférence sociale de juillet 2012 (40%).
- l'opinion **ne croit pas qu'elle n'aboutira à des mesures concrètes** : seuls 35%, soit 13 points de moins que lors de la dernière conférence sociale, pensent que des résultats en sortiront (dont 44% des sympathisants de gauche et 26% de droite). Ceux qui disent avoir entendu parler de la conférence ne sont pas plus optimistes que ceux qui n'en avaient jamais entendu parler.

⇒ Ces résultats doivent être replacés dans une **tendance de plus en plus marquée à la défiance envers le mouvement syndical**.

Alors qu'il y a quelques années encore, les syndicats étaient perçus comme défendant les intérêts collectifs, ils ne le sont plus. En avril dernier, 68% des Français disaient ne plus faire confiance aux syndicats : le renversement est net et rapide.

Dès lors, les Français perdent confiance en la méthode du dialogue social : 55% pensent encore que le dialogue entre organisations syndicales et patronales peut être efficace pour trouver des solutions, score en baisse de 14 points depuis la dernière conférence sociale. A l'inverse 45% (+17 points) ne jugent pas cette méthode efficace.

La demande est à l'autorité et à l'action : une majorité de Français (55% contre 44%) souhaitent ainsi que le gouvernement prenne des mesures rapidement, plutôt que prenne le temps de discuter avec les partenaires sociaux. C'est là encore un retournement par rapport à la dernière conférence sociale, où 60% privilégiaient le dialogue, et 36% seulement attendaient du gouvernement qu'il agisse rapidement.

⇒ La conférence sociale pourrait en revanche être **mise à profit pour refaire la pédagogie du Pacte de responsabilité**, dont le besoin se fait ressentir dans l'opinion, **et montrer qu'il s'ancre dans la réalité**.

Le Pacte revient en effet de plus en plus, dans les études, comme une illustration de ce qui paraît ne pas fonctionner dans la méthode gouvernementale : presque tout le monde en a entendu parler ; mais personne ne peut vraiment l'expliquer ; et beaucoup finissent par ne plus vraiment y croire (sur le fond comme sur la forme), alors même que le principe suscitait initialement l'intérêt et correspondait à une attente.

Signe que le Pacte est perçu comme peu réel, **si le principe continue à fédérer** lorsqu'il est expliqué (alléger les charges pour permettre aux entreprises d'employer), **32% seulement des Français pensent que le Pacte**, de ce qu'ils en connaissent aujourd'hui, **va permettre aux entreprises d'embaucher**.

L'enjeu de communication et de pédagogie reste donc essentiel alors que l'impression grandissante dans l'opinion est que les annonces du Président et du gouvernement restent virtuelles et que rien ne se passe sur le front de l'emploi.

Il pourrait être ainsi utile, afin d'ancrer le Pacte dans le réel, de refaire son récit, expliquer les raisons de cette réforme ; les étapes depuis le rapport Gallois ; le calendrier de ce qui reste à faire ; les engagements et les acteurs – autant d'éléments que l'opinion ne semble pas avoir saisis.

⇒ Les messages lors de la conférence sociale pourraient être également l'occasion de **redresser un certain nombre de biais d'opinion** :

- souligner que le Pacte est destiné à **aider toutes les entreprises, y compris - voire surtout - les PME**.

Ces dernières sont en effet vues comme largement exclues du Pacte, dont on soupçonne que les bénéficiaires seront captés par les grandes entreprises (mi-mai, 36% des Français pensaient même qu'elles seraient *mises à contribution* pour financer le Pacte au lieu d'en profiter).

C'est pourtant aux PME que l'on fait, de loin, le plus confiance pour créer des emplois (63% des Français) et non aux grandes entreprises (dont seulement 36% des Français leur font confiance pour créer des emplois en échange d'une diminution de charges).

- **rappeler les garanties et les compensations** : 33% seulement des Français pensent que le Pacte va également « *améliorer le pouvoir d'achat des plus modestes* » ; et 21% qu'il va « *bénéficier équitablement aux Français* » : le message sur la baisse des charges pour les salariés modestes n'est manifestement pas passé.

⇒ Enfin **le report du compte pénibilité dans le but de ne pas pénaliser l'emploi semble pouvoir être compris par les Français** : 47% (contre 52%) approuvent ce report, que la question justifiait ainsi : « *car les syndicats patronaux jugent que ce système est trop complexe et peut constituer un frein à l'embauche* ». Il s'agit d'un assez bon score, signe supplémentaire que les Français sont convertis à un certain pragmatisme économique et surtout très sensibles à tout ce qui pourrait freiner l'emploi.

Le compte pénibilité semble cependant avoir acquis une dimension symbolique à gauche, où 58% se disent opposés au report. C'est également à gauche que les jugements sont les plus sévères sur les raisons perçues de ce report : 73% y voient un recul face aux entreprises et au patronat (59% de l'ensemble des Français) contre seulement 25% un geste utile en faveur des entreprises (38% de l'ensemble des Français). Souligner la justification de ce report pour l'emploi pourrait peut-être ainsi aider à faire passer davantage la mesure à gauche.